ASSEMBLÉE NATIONALE

16 mai 2025

FIN DE VIE - (N° 1364)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

SOUS-AMENDEMENT

N° 2672

présenté par

M. Hetzel, M. Breton, M. Le Fur, Mme Sylvie Bonnet, Mme Blin, M. Gosselin, M. Di Filippo,
Mme Gruet et M. Marleix

à l'amendement n° 2657 du Gouvernement

ARTICLE 6

Compléter l'alinéa 2 par la phrase suivante :

« Lorsque le psychiatre ou le neurologue sollicité confirme que la personne est hors d'état d'exprimer sa volonté, il est mis fin à la procédure ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La justification de la démarche de l'aide à mourir est l'autodétermination individuelle. Si celle-ci ne peut être garantie, il convient d'en tirer toutes les conséquences et d'arrêter définitivement la procédure.